La lutte contre les discriminations : une idéologie bourgeoise à destination des nigauds de la « gauche »

jeudi 15 octobre 2020, par Denis COLLIN

Voilà des années que le marqueur « de gauche » se nomme « lutte contre les discriminations ». Il s'agit d'un mot d'ordre creux qui sert à passer en contrebande de la camelote frelatée pour le plus grand bénéfice des classes dominantes. Jadis les socialistes et les communistes (c'est-à-dire le « noyau dur » de la gauche) étaient « égalitaristes », « partageux » et collectivistes. Plus ou moins confusément, ils étaient porteurs d'un idéal social radicalement antagonique avec la domination du capital. Tout cela a été bradé, officiellement à partir du fameux « tournant de la rigueur » de 1982-83, mais c'était dans les tuyaux depuis un moment. La doctrine de remplacement qui avait déjà été cuisinée dans les « comités Théodule » de mai 68 et pendant les années suivantes mit au premier plan les discrimination et les victimes de toutes les discriminations. Le féminisme qui ne veut plus lutter pour l'égalité des hommes et des femmes mais pour des revendications spécifiquement féminines étrangères aux hommes, naît dans ces années-là. De même, le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) est imaginé en 1971 par quelques ex-trotskistes comme Guy Hocquenghem et d'autres intellectuels d'extrême gauche, libertaires ou ex-maoïstes. On était déjà intersectionnels à cette époque : les mouvements de soutien aux prisonniers (où Michel Foucault prit une grande part), les mouvements contre l'enfermement des fous transformés en archétype du révolutionnaire (voir Deleuze et Guattari, *Capitalisme et schizophrénie*) commençaient à déployer leurs couleurs chatoyantes. « La petite-bourgeoisie radicalisée » ou encore « les nouvelles avant-gardes larges », comme on les nommait dans les congrès de la Ligue Communiste, notamment sous la plume de Daniel Bensaïd, étaient appelées à prendre le relai d'un prolétariat dominé par les « réformistes » et qui ne pourrait plus être en mis en mouvement que du dehors… Cette idéologie « révolutionnaire » était la forme de décomposition du « mouvement de mai ». Elle gardait encore des traces de la visée révolutionnaire, mais l'essentiel s'amorçait : remplacer le vieux socialisme par un capitalisme libertaire hédoniste, entièrement soumis à la loi des « machines désirantes » et pleinement intégré à cette « culture du narcissisme » si bien analysée par Christopher Lasch dans son livre de 1979.

Les mouvements des diverses identités communautaires et les théories de l'intersectionnalité qui semblent avoir envahi le monde médiatique et le monde universitaire sont en fait des résidus de 1968 recyclés pour les besoins de la cause. La différence est que l'objectif de la transformation sociale radicale a disparu, bel et bien, et que les aspirations ne sont plus du tout libertaires mais fondamentalement répressives, chacun exigeant la répression de tous ceux qui ne pensent pas comme lui. Le point commun de tous ces mouvements réside dans la victimisation : tous sont des victimes (et non plus des sujets), des victimes qui demandent réparation et exigent l'abolition toutes les prétendues discriminations dont ils sont victimes.
Que la lutte contre les discriminations en général soit idéologique, on le verra aisément. D'abord, on ne peut pas supprimer toutes les discriminations. Même la société la plus juste doit savoir discriminer. Il me plait de savoir que les médecins ont été quelque peu discriminés pendant leur études de médecine et que seuls ceux qui connaissant quelque chose en médecine deviennent médecins ! L'école apprend la discrimination dès le plus jeune âge. Qu'on ait remplacé les notes par des pastilles vertes, orange ou rouges, c'est simplement une manifestation de la tartufferie « bienveillante » moderne et nullement la fin des discriminations. Toutes les grandes écoles – notamment celles qui produisent en abondance des théoriciens de la non-discrimination – pratiquent la discrimination à l'entrée : seuls sont admis ceux qui ont réussi les épreuves des concours et les autres, qui sont pourtant d'égale valeur sur le plan moral, sont impitoyablement recalés. Aujourd'hui on discrimine les jeunes à l'embauche puisqu'ils ne peuvent pas obtenir un emploi salarié en-deçà d'un certain âge (16 ans mais plus souvent 18 ans). Les hommes sont

discriminés puisque ne peuvent prétendre aux congés de maternité pendant les dernières semaines de la grossesse et il existe une discrimination positive en faveur des handicapés. Une société juste n'est pas une société sans discrimination mais une société où l'on s'arrange pour exiger de chacun selon ses capacités et de donner à chacun selon ses besoins – c'était la formulation que Marx donnait pour définir la société communiste.

En second lieu, toutes les injustices ne sont pas des discriminations. Dans le contrat de travail, personne n'est discriminé. Le capitaliste et le travailleur, l'acheteur et le vendeur de force de travail se retrouvent face à face, en tant que personnes égales, indifférentes à leurs diverses propriétés (couleur de la peau, religion, etc.) puisqu'entre eux la seule chose est leur utilité propre. C'est le paradis du marché capitaliste du travail. Seul un capitaliste stupide refuserait d'embaucher un ouvrier au motif de sa religion ou de ses préférences sexuelles dès qu'il est assuré d'en extraire une bonne plus-value. Mais dans cet Eden des droits de l'homme qu'est le libre marché, l'un se présente avec sa bourse pleine et l'arrogance de celui qui sait qu'il va être obéi et l'autre n'apporte au marché de sa peau et il sait qu'il ne pourra que se faire tanner. Entre celui qui possède les moyens de production et celui qui n'a que sa force de travail à vendre, il y a une inégalité fondamentale, inégalité qui est la base d'un rapport de domination – le salarié est au main de son patron qui peut exiger de lui ce qu'il veut, comme il peut bien faire ce qu'il veut de toutes les marchandises qu'il a achetées. Et pourtant, là-dedans, aucune trace de discrimination !

Enfin, il faudrait s'entendre sur ce qu'on appelle « discrimination » méritant d'être condamnée. La réalité se présente de manière bien plus complexe qu'on ne l'imagine souvent. Prenons quelques cas. Toutes les statistiques montrent que le principal facteur explicatif des inégalités de réussite scolaire est celui de l'origine sociale des parents et non l'origine « ethnique ». Globalement, il est impossible de soutenir que les enfants d'immigrés sont discriminés en tant qu'immigrés à l'école. Peut-être en tant qu'enfants de pauvres mais pas en tant qu'enfants d'immigrés. Certaines études montrent même qu'à origines sociales égales, les enfants d'immigrés réussissent plutôt mieux que les enfants de parents français depuis plusieurs générations. Il y a de nombreuses explications à cette situation et notamment celle-ci : les enfants des « quartiers difficiles » peuvent trouver l'aide d'associations diverses ; les pouvoirs publics, à commencer par les municipalités, consacrent à l'intégration scolaire des sommes non négligeables et les professeurs des ZEP sont souvent des professeurs très motivés concentrés sur la réussite de leurs élèves. Il n'en va pas de même des « petits Blancs » pauvres de la « France périphérique » analysée par Christophe Guilluy. Mais comme il y a relativement plus d'enfants d'immigrés pauvres que d'enfants de Français pauvres, on se focalise sur l'échec scolaire des enfants d'immigrés pauvres. Mais il existe une petite bourgeoisie d'origine immigrée dont la réussite scolaire des enfants est souvent excellente. Une analyse précise et dans le détail permettrait de mettre à bas bien des poncifs.

Il est incontestable que subsistent au travail des inégalités salariales entre hommes et femmes, toutes choses étant égales par ailleurs. Mais remarquons d'abord que ces inégalités sont en voie de régression rapide et qu'elles n'ont aucune place dans la fonction publique. On annonce des chiffres énormes : les femmes gagneraient 25% de moins que les hommes ! En réalité, quand on a ôté l'effet temps partiel, les effets de l'inégale répartition des métiers et l'effet structure des secteurs, cette inégalité retombe à 10% (voir Observatoire des inégalités). Ces 10% sont inexpliqués et bien évidemment on doit y remédier. Mais on est assez loin des 25% brandis ici et là. Beaucoup de femmes sont enseignantes : 67% du total des enseignants et 82% dans le primaire. Compte-tenu de leur niveau de recrutement, elles sont des cadres mais payés nettement moins bien que n'importe quel commercial dans le secteur privé. Les femmes sont aujourd'hui les plus nombreuses chez les avocats, les magistrats et les médecins, toutes professions à fort « capital symbolique » mais pas forcément parmi les mieux payées… On remarque aussi que dans les bas salaires, les écarts entre hommes et femmes sont beaucoup plus restreints que dans les hauts salaires. Pour terminer, signalons que la réussite scolaire des filles est bien meilleure que celle des garçons (ce sont eux les « discriminés » à l'école !) et que, si la pente actuelle se poursuit, les femmes seront largement majoritaires à tous les postes dirigeants d'ici une génération.

Comme les discriminations ne sont pas toujours où l'on pense, on pourrait dire quelques mots des États-Unis. S'il y a bien un pays « structurellement raciste », c'est ce pays profondément marqué par la question noire. Cependant les événements récents exploités par le mouvement Black Lives Matter (BLM) ont

occulté certaines réalités qui là aussi contredisent les poncifs. De même qu'en France il y a de plus en plus de policiers noirs ou d'origine immigrée, aux États-Unis la police est de plus en plus souvent composée de Noirs et d'Hispaniques. En outre si on rapporte le nombre de victimes de la police non à la couleur de peau mais à la classe sociale, le nombre de victimes de la violence policière est globalement le même chez Blancs pauvres et chez les Noirs pauvres. Si globalement les Noirs restent beaucoup plus pauvres que la moyenne des Américains, on peut aussi observer un nette dégradation de la classe ouvrière blanche, dont l'état de santé global est si détérioré que certains auteurs n'hésitent pas à parler de la fin de la classe ouvrière blanche. Il n'est pas question de nier le poids terrible du racisme aux États-Unis, mais il faut regarder toutes les dimensions du problème sans se focaliser sur un seul aspect. Et si on regarde les choses dans leurs différentes dimensions, il apparaît assez clairement que la discrimination envers les Noirs est étroitement corrélée aux rapports entre les classes sociales, aux rapports d'exploitation souvent plus violents qu'ailleurs – la classe ouvrière européenne connait une situation bien meilleure que celle de la classe ouvrière américaine.

Que signifie donc clairement la lutte contre toute discrimination ? Les défenseurs les plus modérés de cette thèse disent qu'il y a bien sûr l'inégalité sociale mais qu'il faut ajouter les autres discriminations, les articuler dans la fameuse « intersectionnalité ». Cette position (celle de Louis-Georges Tin, par exemple, dans son livre *Les impostures de l'universalisme républicain*) est un écran de fumée. D'abord parce que les inégalités sociales, comme on l'a dit plus haut, ne procèdent pas de la discrimination mais des mécanismes de l'exploitation capitaliste, et que d'autre part, il s'agit en réalité d'opposer des « mouvements interclassistes » au mouvement social et non de les « articuler ». Car évidemment, si les ouvriers immigrés sont souvent dans une position encore pire que celle des ouvriers français d'origine, c'est parce qu'ils sont d'abord des ouvriers et des ouvriers dont les particularités permettent de les payer moins cher et de faire pression sur le prix moyen de la force de travail. L'UE et le MEDEF sont d'ailleurs des immigrationnistes tout à fait convaincus. Il y a entre l'ouvrier blanc ou noir et son patron blanc ou noir, un antagonisme fondamental, irréductible qui réduit la théorie du « privilège blanc » à une misérable campagne de division des travailleurs. Entre Kylian Mbappé qui émarge à 30 millions d'euros en 2020 et un ouvrier « blanc », où est le « privilège blanc » ? Quand le millionnaire Omar Sy, sacré pendant plusieurs années « personnalité préférée des Français » (un pays raciste comme on le voit) de sa luxueuse villa à Hollywood dénonce le « racisme systémique » en France, les bornes de la décence sont dépassées, et très largement.
Pareillement, il est facile de montrer que les femmes discriminées comme femmes le sont parce qu'elles sont des salariées et souvent la partie la plus exploitée de la classe ouvrière. Mme Bettencourt, la femme la plus riche de France, qui n'a jamais rien fait de sa vie, ne semble pas particulièrement discriminée. Et l'expérience montre que les femmes dirigeantes d'entreprises ou responsables politiques sont largement les égales des hommes dans l'avidité et le despotisme. Quant aux discriminations concernant les homosexuels, on est intrigué de l'absence de curiosité de nos belles âmes en ce qui concerne la vie d'un homosexuel dans certaines cités, sans parler de la très fameuse indigéniste Houria Bouteldja, « amie de cœur » de la députée LFI Danièle Obono, dont on rappellera que son « cœur s'enflammait de joie » à la nouvelle de la pendaison des homosexuels à Téhéran.

Les antidiscriminationnistes de tout poil (indigénistes, brigades antinégrophobie, CRAN, LBGTQ++, comité contre l'islamophobie), sont souvent déchirés par les querelles de clans et de factions. Le CRAN a exclu pour malversation son président Louis-Georges Tin, les crétins des LGBTQ++ soutiennent les islamistes qui les considèrent pourtant comme des dégénérés voués aux flammes de l'enfer. Chez les indigénistes, il semble qu'entre Noirs et Arabes il y ait de l'eau dans le gaz. L'antisémitisme se porte très bien dans tous ces milieux : le bouc émissaire est toujours utile.

Pourtant tous ont maintenant un accès médiatique étonnant. France-Culture en est devenu le porte-voix et les élites intellectuelles de notre pays sont à genoux (parfois au sens propre) devant ces groupuscules qui ne représentent souvent qu'eux-mêmes et qui développent les « théories » les plus délirantes. À cela, il y a deux raisons : la première est que la dissolution de la vieille gauche, délaissant les classes populaires, conformément au programme du « réservoir de pensée » Terra Nova¸ s'inscrit dans l'ordre des choses du point de vue de la classe dominante. Le capitalisme absolu n'a plus de contestation interne. C'est parfait pour les affaires. Mais la deuxième raison, peut-être plus fondamentale, est que substituer à la lutte pour

l’égalité, contre l’exploitation, la lutte contre les discrimination, c’est l’idéal même du « néolibéralisme ». S’il n’y a plus de discriminations, alors la compétition entre les individus peut être « libre et non faussée », peut se développer et « que le meilleur gagne ». Tous ces groupes, qui pullulent et se fractionnent au fur et mesure que chacun veut faire valoir sa petite différence sont profondément narcissiques et expriment parfaitement le narcissisme d’une société de consommateurs indifférents les uns aux autres. La lutte contre les discriminations est le mot d’ordre de cette société. Le mode de production capitaliste n’a aucun besoin de discrimination puisque tous les vendeurs de force de travail sont potentiellement identiques et tous les individus sur le marché sont équivalents par l’intermédiaire de l’équivalent général qu’est l’argent. Nous avons donc bien à travers cette « lutte contre les discrimination » l’exemple archétypal d’une idéologie, et d’une idéologie bien plus efficace que les livres d’Ayn Rand ou d’Alain Minc, parce qu’elle dissimule sa réalité derrière des mots ronflants qui intimident tant les gens de gauche qui ont mauvaise conscience d’avoir balancé aux orties tous leurs principes.

Denis Collin, le 15 octobre 2020